

Baisses de salaire pas exclues

Postfinance » Les 120 employés de Postfinance qui dès les mois de mars devront rejoindre Swiss Post Solutions (SPS), filiale de La Poste, bénéficieront de mesures d'accompagnement. Cela concerne notamment certains collaborateurs du site de Bulle, transférés outre-Sarine. «Nous sommes parvenus à un accord avec les syndicats», a précisé hier le directeur de Postfinance, Hansruedi Köng, dans une interview au *SonntagsBlick*.

Mais à plus long terme, le patron du prestataire de services financiers n'exclut pas des baisses de salaire. Concrètement, les collaborateurs qui rejoindront SPS seront soumis à la convention collective de travail

de Postfinance jusqu'en février 2020. Ensuite, des baisses sont possibles. SPS a toutefois assuré à ses employés qu'aucun salaire ne reculerait de plus de 10%. En outre, les salariés affectés par un changement de lieu de travail toucheront une allocation mensuelle de mobilité de 200 francs. Selon le patron de Postfinance, les employés de Bulle et de Belinzone, au bénéfice des plus longs déplacements, recevront encore 5 jours de congé supplémentaires par an. Les mesures d'économies devraient se poursuivre après 2020. «Mais il est encore trop tôt pour savoir si elles entraîneront d'autres suppressions de postes», ajoute Hansruedi Köng. » **ATS**

Entre le Grabensaal et la Singine

Tavel » Née le 11 décembre 1917, Rosa Vonlanthen-Schaller s'est attelée personnellement à la rédaction de son curriculum vitae. Pour une excellente raison: elle a récemment eu la visite, dans son home de Tavel, du conseiller d'Etat Jean-François Steiert, qui lui a remis son traditionnel cadeau de centenaire. «Je préfère rester debout», a-t-elle répondu en souriant au ministre, qui lui demandait si elle souhaitait s'installer confortablement dans une chaise pour écouter son discours. Elle a ensuite trinqué avec lui, les conseillers communaux de Tavel et sa famille. Quel est son



Rosa Vonlanthen-Schaller a passé le cap avec ses proches. C. Aeberhard

secret? «C'est une chance du Seigneur», a répondu la native de Granges-Paccot, qui a grandi au Grabensaal avec ses huit frères et sœurs.

Rosa Vonlanthen-Schaller s'est mariée avec Edouard en 1938. Elle a ensuite emménagé avec lui à Tavel, où son époux a ouvert un atelier de vélos. Le couple a eu deux garçons nés en 1941 et 1954. Après 51 ans de mariage, Edouard est mort des suites d'un malaise cardiaque. Rosa déménage alors dans un logement plus petit. Elle finira par rejoindre le home Saint-Martin, à Tavel, en 2012, à l'âge de 95 ans, non sans quelques regrets. » **FN/MRZ**

La directrice du centre d'accueil de Fribourg revient sur la fréquentation du lieu qui a doublé en 15 ans

Banc public toujours sous pression

« PROPOS RECUEILLIS PAR IGOR CARDELLINI

Précarité » L'activité de Banc public ne s'est jamais adressée à autant de monde. Alors que le centre accueillait quelque 35 personnes par jour en moyenne au moment de sa création en 2002 (lire ci-contre), 78 bénéficiaires foulent quotidiennement le sol des locaux du centre sis au Schoenberg aujourd'hui. Sa directrice, Anne-Marie Schmid Kilic, revient sur le recours croissant à ce refuge de jour au long de ces quinze années ainsi que sur les défis qui se posent à cette fenêtre d'observation du social de la ville de Fribourg.

Vous accueillez plus du double de personnes par rapport à vos débuts. Comment expliquez-vous cette inflation du recours à Banc public?

Anne-Marie Schmid Kilic: La création d'un lieu de ce type fait apparaître des besoins qui étaient invisibles auparavant. Les premières années, la fréquentation augmentait avec les gens qui se passaient le mot ou à mesure que nos partenaires orientaient des bénéficiaires potentiels chez nous. Mais de manière générale, le nombre de personnes vivant dans la précarité a cru, et ce proportionnellement plus que la démographie. Des groupes venus par vagues ont peu à peu diversifié et élargi le cercle des bénéficiaires des débuts, des personnes – surtout des hommes – à la santé psychique fragile, en rupture ou à l'aide sociale.

Des groupes venus par vagues?

Dès 2009, de jeunes adultes en difficulté ont commencé à venir à Banc public. Des jeunes passés par des institutions et n'ayant pas réussi à raccrocher avec un projet professionnel. Après cela et de manière concomitante, des migrants européens arrivés en Suisse pour des contrats à durée déterminée avec la promesse d'un travail stable et des personnes d'Afrique du Nord se sont mis à recourir à nos prestations, les repas du midi principalement. Des effets collatéraux de la crise financière de 2008 et du «printemps arabe».



«En 2004, on servait en moyenne 24 repas par jour, contre 60 aujourd'hui», illustre Anne-Marie Schmid Kilic. Alain Wicht

Dès 2014, un afflux de requérants d'asile a mis Banc public sous pression...

Nous n'identifions pas les personnes qui demandent notre soutien et il ne faut répondre à aucun critère particulier pour en bénéficier. Mais oui, dès 2014 et en 2015, l'arrivée importante de requérants d'asile érythréens et afghans, pourtant censés être pris en charge par l'entreprise ORS, a remis en question l'équilibre trouvé jusqu'alors. Avec 12 francs par jour pour vivre et quelques cuisinières pour entre cinquante et cent personnes par foyer, il n'est pas étonnant que les repas de Banc public aient attiré et attiré encore nombre de requérants.

Vous êtes donc toujours sous pression?

Nous sommes périodiquement confrontés aux limites de nos capacités et ce de manière récurrente depuis trois ans. Nous mettons toutefois tout en œuvre pour nous adapter et ne refusons pas de repas. A l'époque, face à l'arrivée d'un nombre

important de requérants, en collaboration avec l'Etat et ORS, les partenaires de l'accueil de jour avaient revu le système de distribution de bons repas fournis par les congrégations religieuses. L'opération visait à réguler l'accès aux lieux selon nos

moyens. Ce qui était une solution provisoire prise dans l'urgence est devenu un mode de fonctionnement standard.

Estimez-vous combler un manque dans la prise en charge des requérants d'asile?

NÉ POUR RELAYER LA TUILE PENDANT LA JOURNÉE

Le centre Banc public a vu le jour en octobre 2002 sous l'impulsion de l'association La Tuile. «Lorsque la structure d'accueil de nuit fermait ses portes le matin, ses responsables ne savaient pas où envoyer les personnes sans domicile», rappelle Anne-Marie Schmid Kilic, directrice du centre. En 2000, le directeur de La Tuile, Eric Mullener, a contacté une quinzaine d'institutions sociales du canton dans le but de constituer un groupe de travail. A la suite d'une étude confirmant le besoin d'un lieu «non stigmatisant accessible à une large popula-

tion», le groupe fait appel à René Knüsel, professeur de politiques sociales à l'Université de Lausanne, pour accompagner la mise en place du centre. «Tout le système social demande de répondre à des critères, Banc public s'adresse aussi à ceux qui passent entre les mailles du filet. Dès le départ le centre accueille en journée toute personne dans le besoin. Il offre à manger, de quoi se laver, faire sa lessive, mais aussi de l'écoute, des conseils ainsi qu'un soutien administratif», rappelle Anne-Marie Schmid Kilic. IC

EN DATES

- 2002**
Création et ouverture de Banc public à la route Saint-Barthélémy
- 2008**
Obtention de la première aide cantonale complétant un soutien de la Loterie romande
- 2013**
Déménagement dans de nouveaux locaux à route Joseph-Chaley
- 2014**
Professionnalisation de la cuisine préparée jusqu'alors par les collaborateurs sociaux. Au total, dix personnes travaillent pour le centre (5,5 EPT)
- 2015**
Première édition des repas solidaires

Il y a lieu de s'interroger sur ce déplacement de la demande de soutien vers des acteurs tels que Banc public et Le Tremplin. Même si nous nous adressons à tous les publics, un mandat a été attribué par l'Etat pour la prise en charge des requérants d'asile. Il doit être assumé.

A quels défis devez-vous faire face aujourd'hui?

Gérer la demande, maintenir notre offre tous publics car nous ne voulons pas fournir une aide sélective et nous souhaitons continuer de fournir des prestations de qualité. C'est au niveau des repas que nous sommes le plus confrontés à nos limites. En 2004, on servait en moyenne 24 repas par jour, contre 60 aujourd'hui. Il faudrait mener une réflexion plus approfondie sur cet aspect. »